

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Nantes, le 12 septembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/08/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BUTAGAZ SAS**

47/53 rue Raspail  
92300 Levallois-Perret

**Références :** SRNT-2024-0645

**Code AIOT :** 0006300967

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/08/2024 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté 8 route de Mulsanne BP 60 72230 Arnage. L'inspection a été annoncée le 16/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite consiste en une action régionale portant sur la vérification et la maintenance des détecteurs présents sur les sites industriels et intervenant soit dans le cadre de barrières techniques, soit de mesures de maîtrises des risques. La présente inspection a été menée sur les détecteurs de gaz présents dans l'établissement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTAGAZ SAS
- 8 route de Mulsanne BP 60 72230 Arnage
- Code AIOT : 0006300967
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement exploite un dépôt de gaz pétroliers liquéfiés (GPL) avec un réservoir sous talus, ainsi que sous forme conditionnée, en bouteilles. L'établissement est classé SEVESO seuil haut.

**Thèmes de l'inspection :** Action régionale 2024 – Détection gaz

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- **« Faits sans suite administrative »** ;
- **« Faits avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- **« Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète »** : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection gaz – technologie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
2	Détection gaz – Seuils de sécurité et maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
3	Détection gaz – Fréquence de tests et contrôles réalisés	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
4	Détection gaz – Contrôle réel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
5	Détection gaz – Vérification des MMR	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	Sans objet
6	Détection gaz – Traçabilité des résultats	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La présente inspection ne conduit pas à constater de non-conformités. Figurent cependant dans le présent rapport des demandes et observations pour lesquelles il est demandé à l'exploitant d'apporter une réponse.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Détection gaz – technologie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Technologie des détecteurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Art 54</b></p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure : le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le point concernant des technologies de mesures de maîtrise des risques de l'établissement classé SEVESO, le détail est indiqué en annexe. Les points évoqués étaient les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• technologie et implantation des détecteurs ;</li> <li>• architecture du réseau de détecteurs ;</li> <li>• seuils de détection mis en place ;</li> <li>• durée de vie des détecteurs.</li> </ul> <p>Suite aux réponses apportées par l'exploitant, il n'est pas formulé d'observation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Détection gaz – Seuils de sécurité et maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Seuils de sécurité et maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Art 54</b> A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.  Il assure : le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; [...]
<b>Constats :</b> Ce point concerne des technologies relatives aux mesures de maîtrise des risques de l'établissement. Ces informations sont classées en partie confidentielle. Les points évoqués sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Notice de maintenance et définition des seuils de détection :</b> Pour ce point, il est formulé une observation. Le seuil mentionné dans la notice de l'exploitant est plus élevé que celui mis en œuvre sur le site. La situation réelle est donc plus sécuritaire. Il est cependant nécessaire que l'exploitant mette à jour sa notice de maintenance.</li><li>• <b>Choix du gaz étalon :</b> Pour ce point, il est formulé une observation, car le gaz étalon utilisé est différent de celui susceptible d'être rencontré sur le site. Il faut donc tenir compte de facteurs de correction et de la LIE de ce gaz. La situation du site et les choix réalisés semblent plus sécuritaires. <b>Il faut cependant que l'exploitant détaille ce point dans la notice de maintenance des détecteurs.</b></li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Procéder à la mise en adéquation de la notice de maintenance avec les seuils mis en œuvre sur le site. Des actions correctives en ce sens sont déjà engagées suite à une autre inspection réalisée sur un autre site.</li><li>• Expliciter le choix du gaz étalon et confirmer que ce choix est plus sécuritaire qu'un étalonnage sur le butane en considérant également les LIE (limites inférieures d'explosivité). Veiller à expliciter ce choix dans la notice de maintenance.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Détection gaz – Fréquence de tests et contrôles réalisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fréquence de tests et contrôles réalisés
<b>Prescription contrôlée :</b> <b>Art 54</b> A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure : le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point est classé en confidentiel. Les différents éléments abordés concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>La fréquence de contrôle des détecteurs</b>, pour laquelle il n'est pas formulé d'observation par rapport aux opérations réalisées sur le site et à leur traçabilité.</li> <li>• <b>Les conditions de réalisation du contrôle,</b></li> <li>• <b>Les critères d'acceptabilité de l'exploitant</b>, en ce qui concerne la vérification du zéro, du T90 et les opérations réalisées en cas d'anomalie. Le temps de réponse t90 est défini comme le temps que met le capteur pour fournir en sortie 90 % de la valeur finale.</li> <li>• <b>La vérification du gaz étalon</b>, avec une observation quant à la nécessité de mettre à jour la consigne afin de s'assurer de la concentration réelle du gaz étalon, pour adapter le cas échéant le réglage du capteur. L'écart observé était très faible le jour de l'inspection et ne remettait pas en cause l'étalonnage.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mettre à jour la consigne de maintenance afin de s'assurer de la concentration réelle du gaz étalon, afin d'adapter le cas échéant le réglage du capteur.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Détection gaz – Contrôle réel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection gaz – Contrôle réel
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Art 54</b></p> <p>[...]</p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point a consisté à tester un détecteur, à procéder à une calibration, puis à un nouveau contrôle de ce détecteur et des fonctions de sécurité associées. Les tests réalisés ont été concluants. Il est formulé une observation concernant la possibilité de réaliser un contrôle du détecteur préalablement à toute opération de calibration. Ceci permettrait de s'assurer que le détecteur est fonctionnel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Observation :</b> Dans le cadre de la procédure de calibration, l'inspection s'interroge sur l'opportunité de procéder à un contrôle du détecteur avant calibration afin de s'assurer que celui-ci était fonctionnel, et de prévenir d'une potentielle dérive.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Détection gaz – Vérification des MMR

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des mesures de maîtrise des risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.  L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.  Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
<b>Constats :</b>  Les mesures de maîtrise des risques, notamment celle comportant des détecteurs de gaz, font l'objet d'une vérification distincte de ces détections. Par courrier électronique en date du 28/08/2024, l'exploitant a transmis les derniers rapports de contrôles de deux MMRI. Ce contrôle a été réalisé sur l'intégralité de la chaîne de mesure de maîtrise des risques. Ces contrôles ont été réalisés le 18 juillet 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Détection gaz – Traçabilité des résultats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traçabilité des résultats
<b>Prescription contrôlée :</b>  Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.  A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. [...] Ces actions sont tracées.
<b>Constats :</b>  Traçabilité mise en place : L'exploitant a récemment mis en place une nouvelle traçabilité des contrôles des détecteurs gaz sur le site. Ce document au format A4 recense l'ensemble des contrôles réalisés sur chaque détecteur.  Pour un test du détecteur, celui-ci fait apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• la valeur du zéro ;</li><li>• le déclenchement de la pré-alarme ;</li><li>• le déclenchement de l'alarme ;</li><li>• le temps d'atteinte du T90</li></ul> Pour un test de calibration : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'indication de la réalisation d'une calibration ;</li></ul>

- puis les indications de la procédure de test précédemment citée.

Pour chacun de ces contrôles, il est également indiqué :

- la date de réalisation ;
- la référence de la bouteille de gaz étalon utilisée ;
- la pression ;
- l'opérateur ayant réalisé le contrôle.

**Ces éléments et informations pourraient être complétés de la façon suivante :**

- **la valeur contrôlée préalablement à l'étalonnage (en cas de mise en place).** Il s'agit d'une observation formulée précédemment afin de s'assurer la fonctionnalité du capteur préalablement à l'étalonnage ;
- **les informations sur le débit du gaz utilisés ;**
- **les références de la bouteille "air" pour la réalisation du zéro ;**
- **éléments si intervention sur le système.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

— étudier les possibilités de compléter la fiche de compte-rendu des contrôles réalisés avec les informations détaillées précédemment.

**Type de suites proposées :** Sans suite